

Déclaration commune des organisations paysannes de défense de la production laitière Suisse

Signataires :

Uniterre - Big-M – BBK (Bernische Bäuerliche Komitees) – BZS (Bäuerliches Zentrum Schweiz) – NBKS (Neue Bauerliche Koordination Schweiz)

Contexte

La situation des producteurs et productrices de lait est catastrophique : le prix du lait n'a jamais été aussi bas. En moyenne, les producteurs et productrices de lait ont été payés 56,72 cts/kg de lait sur l'année 2018 alors qu'il faut 1Fr. pour couvrir les coûts de productions (Source : AGRIDEA, 2016).

Résultat : en 20 ans, la Suisse a perdu 50% de ses producteurs et productrices de lait et est passé sous la barre symbolique des 20 000 producteurs et productrices de lait en 2018.

Ce développement contraint les exploitations laitières restantes à des formes de production (troupeaux plus importants, rendement laitier plus élevé) avec lesquelles la population n'est pas en accord.

Si la situation continue comme tel, nous pourrions dire adieu d'ici quelques décennies à la production de lait de centrale en Suisse.

Pour ajouter à ce désastre, la FPSL ne joue pas son rôle de défense professionnelle pour cette filière et n'arrive pas à influencer les discussions avec la branche. Il est en de même avec l'USP.

Nos revendications :

- Les prix indicatifs de l'Interprofession lait doivent avoir valeur départ ferme (et non franco rampe).
- La livraison de lait en-dessous du prix indicatif-A doit être volontaire pour les producteurs.trice.s, selon la motion 19.3952
- Avoir un prix du lait payé aux producteurs et productrices de lait qui couvre les coûts de production pour le prix A.
- Le supplément pour le lait transformé en fromage doit revenir directement et de manière transparente, comme la loi l'indique, aux producteurs et productrices de lait. L'OFAG est obligé de garantir l'exécution transparente et conforme de l'OSL et conformément à la décision du tribunal fédéral administratif du 19 décembre 2018.
- Renforcer le poids des producteurs et productrices de lait dans la défense de leur droit et dans la négociation des prix, et s'il le faut, réorganiser voire supprimer l'Interprofession lait pour créer une nouvelle entité qui défende réellement les intérêts des producteurs et productrices de lait et non ceux de la grande distribution. De plus pour renforcer la FPSL, le pouvoir de décision doit revenir aux producteurs et productrices de lait en leur accordant un droit de vote individuel.

S'unir pour faire le poids et défendre équitablement les producteurs et productrices de lait afin de maintenir une production laitière en Suisse !